

## « L'école doit se voir dans un miroir »

UN ARTICLE DE PIERRE BOUILLON |

LE SOIR EDITION DU VENDREDI 16 AVRIL 2004

### ENTRETIEN **Pourquoi ce livre ?**

Alain Destexhe. En Belgique francophone, les performances scolaires sont lamentables et l'écart entre forts et faibles est le plus grand en Europe. Et le politique n'a pas tiré les leçons des enquêtes Pisa. On n'a pas pris de mesures sérieuses pour remédier à ce désastre. Le livre est un cri d'alarme. Avant Pisa, on pouvait dire : « OK, l'éducation, c'est pas trop mal. ». Là, on ne peut plus. Vincent Vandenberghe. Le message du livre, c'est : dépassons les clivages et les paralysies classiques dans notre système. Il faut des actions fortes. Pisa n'est pas seulement une photographie en 2000. On avait des Pisa en 1970, dans les années 80, en 1995. La tendance montre que la situation se détériore.

**Vous critiquez le décret « Ecole de la réussite » et les mesures qu'il implique (non-redoublement, individualisation de l'enseignement...). Et vous invoquez, là, les enquêtes internationales, genre Pisa. Mais Pisa a testé des ados qui n'ont pas connu l'« école de la réussite », entrée en vigueur en 2000 ?** V. V. Ce décret a remis avec d'autres mots une couche de choses qu'on avait déjà avec le rénové. On refait du pédagogisme. Et nous disons même que l'excès de pédagogie différenciée peut expliquer l'intensité des inégalités.

**Etonnant. On peut se dire qu'un enseignement individualisé repêche les moins bons.**

V. V. Ça, c'est l'intention du décret. Avec des gens bien outillés, préparés et qui voient où ils vont, c'est praticable. Idéalement, on devrait adapter l'enseignement à chaque élève. Mais on a sous-estimé le risque de différencier la qualité de l'enseignement ! Le politique annonce sa volonté de différencier, et la première chose que fait l'école, c'est créer de petites classes et regrouper les élèves par aptitude. S'il est avec des élèves réputés faibles, le professeur appauvrira son cours. Il projettera sur ses élèves réputés faibles des attentes plus faibles. Et celles-ci se réaliseront puisqu'il sera moins exigeant ! A. D. Notre système, plus que d'autres, est un moteur de reproduction sociale. Le fils de prof réussit. Le fils d'immigré a peu de chances de réussir. C'est plus large qu'un problème d'école. C'est un déni de démocratie. V. V. Pisa montre que nos meilleurs élèves ne sont pas meilleurs qu'ailleurs et que nous avons trop d'élèves faibles, plus qu'ailleurs. On fait de la pédagogie généreuse centrée sur l'individu. Depuis 30 ans. Sans collecter d'informations sur le niveau des élèves. Or, on décroche.

**Vous proposez de soumettre l'ensemble des élèves à une série de tests standard.** A. D. Le mot « évaluation » fait peur. Mais c'est une possibilité d'amélioration, un instrument. Et l'évaluation ne se fera pas dans l'absolu, mais en tenant compte du niveau socio-économique des élèves.

**Vous proposez d'en rendre publics les résultats. Ne risque-t-on pas de proposer une sorte de « Test Achats » des écoles ?** V. V. Les gens peuvent choisir leur école. Dans leur tête, il y a donc déjà un classement. Notre évaluation le nuancerait, l'objectiverait, car elle tiendrait compte du niveau socio-économique des élèves de chaque école. Le classement montrerait en fait le score de l'école par rapport au résultat que l'on peut attendre d'elle, par rapport à d'autres écoles qui ont le même type de public. A. D. Une école, avec une population défavorisée, pourra être identifiée comme très performante. A l'inverse, une école réputée pourra être classée comme sous-performante.

**Et ça se saura...** A. D. Ah oui ! La publicité de ce classement, c'est la clé d'une réaction, des directions, des profs, pour changer les choses, revoir les pratiques.

**Vous voulez la liberté absolue des écoles en matière pédagogique. Ne va-t-on pas les rendre encore plus sensibles à la pression des parents ?** V. V. Il y a une intelligence.

locale, celle du prof. Il en a assez qu'on lui dise ce qu'il a à faire.

**C'est contre-productif ?** V. V. Oui. Par réaction. Aujourd'hui, on a atteint les limites du modèle directif. On propose moins de pédagogisme, moins de directives d'en haut. Et il y en a eu beaucoup, ces dernières années. Parce que l'autorité voit bien qu'il y a un problème. Et son réflexe, c'est légiférer et proposer une pédagogie encore plus compliquée. Nous, on dit : la commande a été trop loin. A. D. Deux exemples : les devoirs à domicile et le redoublement. L'autorité les interdit. Mais laissons les écoles choisir !

**Le redoublement, c'est une bonne chose ou non ?** V. V. C'est mauvais.

**Alors, si c'est mauvais, pourquoi ne pas l'interdire ?** V. V. On a essayé. Le problème, c'est la mise en œuvre. C'est le genre d'interdit qui ne marche pas, car, dans le métier de prof, il y a une zone d'autonomie irréductible. Prenez tous les décrets que vous voulez, à un moment, le prof rentre dans sa classe et, si la mesure lui déplaît, il ne jouera pas le jeu. Il faut amener le prof à découvrir lui-même qu'il y a un moyen d'éviter le redoublement. A. D. On s'inspire du modèle scandinave avec une équipe pédagogique qui se sent vraiment en charge de la réussite des élèves. Elle ne dépend plus du ministre, mais de l'école. V. V. Nous ne contestons pas tous les choix de l'autorité – les devoirs excessifs, les redoublements excessifs, c'est mauvais. Nous disons qu'on n'infléchit pas le comportement des profs en multipliant les décrets. Le pari est : on amène chaque école devant le miroir, devant le test standard, et chacune tire ses leçons. Et l'autonomie permet de chercher ses propres remèdes. •